

Le Dr. Rothmund et le problème juif (février 1941)

Autor(en): **Mysyrowicz, Ladislas**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **32 (1982)**

Heft 2

PDF erstellt am: **12.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-80885>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LE DR ROTHMUND ET LE PROBLÈME JUIF (FÉVRIER 1941)

Par LADISLAS MYSYROWICZ

Le 28 décembre 1940, la section *Armée et Foyer* – le service de propagande de l'armée suisse – distribuait au corps des officiers son troisième *Plan de causerie d'éducation nationale* sur «la Société Suisse». Le dernier paragraphe de ce document destiné à orienter les cadres dans leurs discussions avec la troupe, évoquait, à propos de démographie, le problème des israélites en Suisse:

«Ainsi qu'on le voit, le recensement indique 18 000 israélites, mais on a des raisons de penser que ce nombre est plus élevé et qu'une partie des représentants de la race juive ne s'est pas déclarée comme telle. Ce qui constitue la particularité de ce groupement, c'est qu'il constitue non seulement une minorité confessionnelle, voire linguistique, mais aussi un îlot ethnique, fragment du 'peuple juif' disséminé sur tous les continents. On ne peut nier l'existence d'un problème juif parce qu'il n'a pas atteint chez nous – et fort heureusement – l'acuité que l'on a observée ailleurs. Mais nous sommes cependant obligé, pour rester objectif, de remarquer que le Juif est inassimilable et que depuis deux millénaires que dure sa dispersion, il n'a pas réussi à se fixer ou à s'intégrer dans un ensemble. Quelques cantons et pays eurent des statuts pour les Juifs qui assurèrent, tant que dura leur application, un régime de respect des droits et devoirs réciproques, et qui rendirent inexistantes les manifestations anti-sémites. Ces statuts étaient inspirés d'un profond esprit chrétien qui assurait la paix entre les parties et non d'une confusion de sentiments et d'idéologies qui favorisent tous les excès.»¹

Comment ce document fut-il reçu par les officiers de milice, comment la troupe a-t-elle réagi aux causeries qui devaient s'en inspirer? – voilà des questions auxquelles il nous est impossible de répondre. Comment se fait-il qu'il n'ait pas soulevé un tollé dans le pays? Faut-il admettre que la majorité des gradés n'ont pas pris ce texte trop au sérieux, ou qu'ils l'auraient délayé, chacun à sa manière et selon sa sensibilité? Toujours est-il que des officiers et des soldats juifs ont dû réagir. Dans la première quinzaine de février 1941, Saly Mayer, le président de la Communauté israélite suisse, alerta le Dr Rothmund, chef de la Division de Police au Département Fédéral de Justice et Police, et lui exprima sa vive émotion et l'inquiétude de ses coréligionnaires devant cette manifestation de racisme. Rothmund en parla au téléphone au Dr Vinassa, un avocat bernois rattaché à la section *Armée et Foyer*, qui dut en saisir son commandant, le lieutenant-colonel Müllener. D'où l'échange d'explications que nous publions ci-après. Au-delà de ces documents, nous voudrions suggérer que le rôle de Rothmund au début de la seconde guerre mondiale mériterait d'être réexaminé sérieusement. On a trop tendance à oublier qu'en tant que chef de la Division de Police, il ne s'est pas montré complaisant envers le nazisme. Le 12 octobre 1940, il exhortait les chefs des polices cantonales à lutter contre la cinquième colonne dans un discours qui lui fait honneur. Sa dureté et ses préjugés antisémites étaient sans doute moins marqués que ceux de maints colonels et de maints Conseillers fédéraux. Comme la plupart des membres de la haute administration fédérale, il avait une conception très étroite de la neutralité suisse et il croyait que pour préserver la paix raciale à l'intérieur, la prudence commandait de n'admettre qu'un petit nombre de réfugiés juifs: ce minimum qui nous vaudrait des sympathies Outre-Atlantique!

1 Archives fédérales, Berne, 4800 (A) 1967/111 dossier 155.

I. Le lieutenant-colonel Müllener au Dr Rothmund²

Schweizerische Armee
Armeekommando
No 1386 26 /Mr/Vd

Q.G.A., 18. 2. 41

Herrn Dr Rothmund
Chef der Fremdenpolizei³
Eidg. Justiz- und Polizeidepartement
Berne

Monsieur,

En réponse à votre téléphone concernant notre plan de causerie No 3 sur la Société suisse, et particulièrement en ce qui concerne ce dernier paragraphe sur les israélites en Suisse, nous vous communiquons ce qui suit en complément d'information.

La première phrase de ce dernier paragraphe, qui indique «qu'une partie des représentants de la race juive ne s'est pas déclarée comme telle» est extraite de la brochure du Dr Brüsweiler citée⁴. Nous ne pensons pas que l'on puisse voir là une attaque contre la minorité juive de notre pays. Ensuite, indiquer que cette minorité est confessionnelle, ethnique et linguistique est une simple constatation d'ordre tant scientifique que courant, et ajouter qu'il est inassimilable n'est pas davantage un argument démagogique d'agitation facile. Il est évident que des juifs sont assimilés et que rien ne saurait les différencier de leurs concitoyens, mais il est indéniable que la majorité du peuple juif de la diaspora reste fidèle à sa race, à sa religion et à sa

2 AF, Be, 4800 (A) 1967/111 dossier 155.

3 Né en 1888 à Saint-Gall, Heinrich Rothmund commença sa carrière en 1919 comme chef de la Police fédérale des étrangers, instance nouvellement créée au sein de la Division de Police du Département Fédéral de Justice et Police. En 1929, Paul Baechtold lui succéda à ce poste, tandis que lui-même fut placé à la tête de la Division de Police, où il resta jusqu'à sa retraite en 1954.

Le nom de Rothmund est associé au signe discriminatoire – la fameuse lettre «J» – apposé sur les passeports allemands des émigrants juifs pour les distinguer des *aryens*, alors qu'il est établi qu'il fut probablement le seul en haut lieu à tenter de s'opposer à cette mesure honteuse. Dès 1933, Rothmund paraît avoir entretenu de bonnes relations avec Sylvain Guggenheim, président de l'Union suisse des comités israélites de secours, et plus encore avec l'industriel saint-gallois Saly Mayer, président de la Fédération des communautés israélites suisses. Cf. TIRZA CITRINBAUM, *La Participation de la Suisse à la conférence internationale sur les réfugiés, Evian juillet 1938*, Mémoire de licence de la Faculté des Lettres, Genève 1977, 101 p. dactyl.

4 Cf. CARL BRÜSCHWEILER, *Nous, les quatre millions. Publié à l'occasion de l'Exposition nationale de 1939*, Berne, Bureau fédéral de statistique, 1939, 32 p. Voici ce qu'écrivait en réalité le Dr Brüsweiler à la page 22 de cette brochure: «Les 18 000 israélites constituent vraiment une infime minorité en face de 2 300 000 protestants et de 1 700 000 catholiques. Si l'on admet même qu'au dernier recensement une partie des représentants de la race juive ne s'est pas déclarée comme telle, on peut malgré tout estimer que les juifs ne forment au maximum que le 0,5% de la population totale. Il faut encore tenir compte que 8000 d'entre eux (45%) sont des ressortissants étrangers. Avant la grande guerre, nous hébergions deux fois plus de juifs étrangers que de juifs suisses, c'est-à-dire 12 000 et 6000, ce qui nous donne de nouveau 18 000 comme en 1930. L'effectif total est donc resté le même; seul le groupement indigène a varié grâce aux naturalisations. Les quatre millions de chrétiens ont-ils réellement des motifs suffisants de s'agiter à cause de 18 000 juifs, comme le voudraient certains Suisses? Et peut-on vraiment prétendre que le pays est 'enjuivé' du moment que la partie israélite de notre peuple est loin d'atteindre le un pour cent de la population toute entière? Nous laisserons les hommes de bon sens et ceux qui sont pénétrés de l'esprit suisse répondre à ces questions.»

langue. Remarquer cela n'est pas une attaque non plus. Il suffit du reste de penser avec quelle fierté nous parlons de nos compatriotes suisses émigrés à l'étranger et qui restent fidèles à la mère patrie. Il y a peu encore que l'on rappelait chez nous cet îlot helvétique vivace en Bessarabie, resté intact et inassimilé et qui marquait par là la force du lien suisse, de sa civilisation et de ses traditions. Et partout dans le vaste monde les Suisses forment des colonies vivantes où prédomine l'esprit de la Confédération. Et l'effort de notre Secrétariat des Suisses à l'étranger n'est-il pas justement d'empêcher que nos compatriotes s'assimilent par trop à d'autres ethnies et perdent la marque de nos caractéristiques nationales? Comment donc pourrions-nous faire grief à autrui d'avoir une attitude semblable à la nôtre?

D'autre part, et continuant la lecture du paragraphe incriminé, il est dit que l'on ne peut nier l'existence d'un problème juif. Peut-on nier l'évidence? En Palestine même ce problème est posé comme dans tous les autres pays du monde, et cela depuis l'année de la grande dispersion, ce qui fait bientôt deux mille ans. Et l'on remarque que le dit problème n'a pas atteint chez nous – et fort heureusement – l'acuité que l'on a observée ailleurs. Or, et cela est indéniable, c'est encore une influence des anciens statuts qui assuraient un respect mutuel aux deux parties. Il ne nous appartient pas de préconiser un retour à l'application pure et simple desdits statuts, mais nous constatons qu'un esprit de tolérance subsiste chez nous malgré la virulence de certaines agitations étrangères, et que nous le devons probablement à des lois qui furent sages. Les observateurs attentifs du phénomène juif chez nous, ont du reste constaté qu'il existe une notable différence d'attitude entre l'élément israélite établi en Suisse depuis des générations, et l'élément récent qui n'a pas été formé à cet esprit de respect d'autrui qui est la marque propre de notre régime suisse.

Nous ne voulons pas penser non plus que l'affirmation de l'esprit chrétien qui inspirait ces statuts, et qu'affirme dans son préambule notre constitution, puisse être considérée comme une attaque contre la population israélite de notre pays, pas plus que contre sa religion. Nul ne peut nier que la fidélité à la loi chrétienne est le plus sûr gage de paix, et qu'étudiés dans son esprit tous les problèmes humains trouvent une solution conforme à la justice. L'on ne peut en attendre autant «d'une confusion de sentiments et d'idéologies qui favorisent tous les excès». Là encore, hélas! les exemples abondent autour de nous, et qui nous confirment les dangers que court la justice laissée aux mains des idéologies.

Et chaque fois, en Suisse, que répondant à l'agitation de quelques-uns on a – non pas nié le problème – montré qu'il avait une solution dans le sens de nos institutions d'inspiration chrétienne, chaque fois l'opinion publique a conservé son calme, renonçant à suivre les fauteurs d'agitation.

Voilà, Monsieur, ce qu'indique ce dernier paragraphe, et depuis deux mois que ce plan de causerie (réservé au corps des officiers) est distribué, il n'a provoqué aucune agitation, puisqu'il porte en lui-même la condamnation de l'esprit qui favorise tous les excès.

Veillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Commandement de l'Armée
Adjudance générale
Section Armée et Foyer
(sign.) Oberstlt Müllener

II. Le Dr Rothmund au lieutenant-colonel Müllener⁵

Der Chef der Polizeiabteilung
im eidgenössischen
Justiz- und Polizeidepartement

Bern, den 19. Februar 1941

An das Armeekommando,
Generaladjutantur,
Sektion für Heer und Haus,
Bern

Herr Oberstleutnant,

Meinem durch Herrn Dr. Vinassa Ihnen übermittelten Wunsch entsprechend haben Sie mir ein Exemplar des «Plan de causerie d'éducation nationale No 3» vom 28. Dezember 1940 über «La société suisse» zugestellt und in Ihrem gestrigen Begleitschreiben in liebenswürdiger Weise einige Aufklärungen beigelegt, nachdem Ihnen Herr Dr. Vinassa offenbar mitgeteilt hat, wie sehr ich erstaunt war über den letzten Absatz des «Plan de causerie», der von den Juden handelt.

Um mich zunächst zu legitimieren für meine Intervention in dieser Frage, beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass ich mit der Fremdenpolizei seit über zwanzig Jahren unter anderem auch gegen die Verjudung der Schweiz kämpfe und namentlich das Problem der jüdischen Emigranten aus Deutschland energisch angepackt habe. Gerade dies Problem hat mich aber in engsten Kontakt gebracht mit den Vertretern der schweizerischen Judenschaft, sodass ich mir heute ein Urteil erlauben darf über diesen Fragenkomplex.

Die Grundlage des Antisemitismus in Deutschland ist meines Erachtens einerseits eine falsche Politik der deutschen Regierung gegenüber den Juden, insbesondere der Umstand, dass nach Abschluss des letzten Weltkrieges mehrere hunderttausend Ostjuden zur Einwanderung zugelassen wurden. Die Juden haben andererseits die ihnen gewährte völlige Freizügigkeit missbraucht und haben sich gewisser Berufe bemächtigt, in denen sie teilweise exklusiv geworden sind. Wie das schon früher anderswo vorgekommen ist, z. B. im alten Russland, musste zudem in Deutschland bereits vor der Machtergreifung durch den Nationalsozialismus zur Entfesselung und Aufrechterhaltung der «Dynamik» der Jude als Sündenbock für alles herhalten. Das war zu allen Zeiten ein bequemes Mittel, weil hinter dem Juden kein Staat steht, der ihn durch seine Vertretung im Ausland unterstützen und schützen kann. Der Antisemitismus, wie er in Deutschland durch Streicher aufgezogen wurde und bis heute weitergeführt wird, ist aber eine Bewegung, die eines Kulturvolkes unwürdig ist und als grosser politischer Fehler früher oder später seine nachteiligen Auswirkungen haben muss für das Land, das ihn pflegt.

Mitverantwortlich an dem für das deutsche Volksganze abträglichen Einsatz des jüdischen Elementes, namentlich des nicht lange ansässigen, im wirtschaftlichen und geistigen Leben Deutschlands war das Unvermögen des deutschen Volkes, diese fremden Elemente zu assimilieren, d. h. dem Einzelnen die Verantwortung gegenüber dem Volksganzen einzuimpfen und durch spontane Reaktion gegen Auswüchse aufzutreten. Stark mitgewirkt hat dabei sicherlich auch der unzulängliche Versuch der Weimarer Republik, in Deutschland, wo die Voraussetzungen dazu fehlten, eine Demokratie einzuführen, bei der dem einzelnen Bürger die individuelle

Freiheit als Hauptsache, die Selbstdisziplin und die verpflichtende Rücksichtnahme auf den Mitbürger als in zweiter Linie stehend dargestellt wurde.

Dies musste vorausgeschickt werden, wenn wir klar sehen wollen, wie wir das jüdische Problem für unser Land anpacken und lösen müssen. Wir müssen ja gegenüber allen neuen Problemen, die der deutsche Nationalsozialismus aufgeworfen hat und die über die Grenze zu uns hinüber geweht werden, stets die Grundfrage stellen: bringen sie uns etwas für uns Notwendiges oder auch nur Nützliches; wenn ja, können sie Wurzel fassen auf dem Boden unserer besonderen, von der aller andern Länder in der Welt verschiedenen, aus jahrhunderte alter Entwicklung entstandenen schweizerischen Staatsauffassung, die wir als demokratisch im wirklichen Sinne des Wortes empfinden? Alles andere muss nicht nur als überflüssig, sondern als gefährlich abgelehnt werden. Gefährlich ist es deshalb, weil wir uns selbst und unsere Unabhängigkeit aufgeben, sobald wir den Boden unserer staatlichen Eigenart verlassen, weil wir dann kein Recht mehr haben auf ein selbständiges Dasein. Und zwar gilt das nicht nur von unserem auf Erhaltung unserer Selbständigkeit gerichteten Standpunkt aus, sondern ebenso sehr vom Standpunkt des Auslandes, namentlich Deutschlands, aus. Deutschland hat zweifellos ein Interesse an der Erhaltung der Schweiz, aber nur solange als unser Land sich selbst bleibt. Würde es sich staatlich dem Nationalsozialismus angleichen, so würde dies Interesse dahinfallen und der Anschluss wäre eine Selbstverständlichkeit. Dies kann den Herren von der ehemaligen «Nationalen Bewegung der Schweiz» nicht mit genügender Deutlichkeit gesagt werden.

Wie steht es nun mit dem Judenproblem in der Schweiz? Die schweizerische Bevölkerung, und zwar vom Arbeiter bis zum Intellektuellen, empfindet den Juden als ein fremdes Element, solange als er sich nicht wirklich assimiliert hat. Der Assimilationsprozess ist bei diesem Teil der Bevölkerung bestimmt ein lange dauernder, wobei noch sehr zu unterscheiden ist zwischen dem Ostjuden und demjenigen, der sehr lange in einem westeuropäischen Lande gewohnt hat. Der Jude, der sich nicht assimilieren kann, der also seine ausländische Eigenart behält und seine Sitten und Gebräuche – namentlich auch im Geschäftsleben! – den unsrigen nicht anpassen kann oder will, wird von den Kreisen der Bevölkerung, mit denen er zu tun hat, abgelehnt. Da wir auch jede jüdische Ausschliesslichkeit strikte ablehnen, steht der nicht assimilierbare auf die Dauer derart ausserhalb unserer Volksgemeinschaft, dass er vollkommen isoliert wird und ihm nichts anderes übrig bleibt, als sein Leben in einem anderen Lande weiterzuführen. Gerade deshalb haben die meisten nicht assimilierbaren Juden unser Land verlassen. Heute, wo ihre internationale Freizügigkeit fast ganz aufgehoben ist, kann sich diese natürliche Bewegung allerdings nicht mehr so auswirken. Der Staat muss deshalb viel energischer als je eingreifen. Das ist auch der Grund, weshalb der Bundesrat in seinem Beschluss vom 17. Oktober 1939 so aussergewöhnlich strenge besondere Vorschriften für die Emigranten aufgestellt hat, die ja fast alle der jüdischen Rasse angehören. Jeder als Emigrant erklärte Ausländer muss unser Land verlassen, sobald er eine Möglichkeit dazu findet. Wenn er nicht selber alles tut dafür, was ihm zugemutet werden kann, so setzt er sich strengsten Sanktionen aus. Jeder erhält ein Aufenthaltsbüchlein, das durch einen Lochstempel mit dem Wort «Emigrant» versehen ist und somit ihm selbst und den Behörden, die mit ihm zu tun haben, immer wieder vor Augen führt, dass er weiterreisen muss. Nicht als Emigranten bezeichnete ausländische Juden, die sich etwas zuschulden kommen lassen oder sich nicht wenigstens äusserlich unsern Sitten und Gebräuchen einfügen können, werden selbstverständlich ebenfalls abgestossen.

Es bleiben also zu dauerndem Aufenthalt nur solche Juden, die sich irgendwie

nützlich in das Volksganze eingelebt haben. Von diesen bleiben die nur äusserlich Assimilierten Ausländer; die auch innerlich zu uns Gehörenden sind Schweizerbürger. Wer die Judenfrage oberflächlich betrachtet, ist heute geneigt, nur die Schattenseite zu sehen. Er übersieht dabei, dass die Juden Fähigkeiten besitzen, die einem Volke, das sie richtig einzuschätzen und auszuwerten versteht, von grossem Nutzen sein können. Das Schweizervolk scheint mir aber gerade das Volk zu sein, das das von allen Völkern am allerbesten versteht. Auch ist seine Assimilationskraft gross und zwingt gerade seine Einstellung den schweizerischen Juden zu einem vollkommenen Assimilationswillen, sodass der Nutzen der grösstmögliche ist.

Das Problem der Emigranten hat mich seit einer Reihe von Jahren in engste Fühlung gebracht mit den führenden Männern der schweizerischen Judenschaft. Ich konnte deshalb die obigen Ausführungen, die sonst theoretisch erscheinen möchten, vollkommen bestätigt finden. Nicht nur haben die schweizerischen Juden dem Staat die Last der Unterstützung für die Emigranten abgenommen – sie haben bis heute aus eigenem Geld über 4 Millionen Franken dafür aufgewendet und weitere 4 Millionen ausländisches jüdisches Geld beigebracht. Sie haben auch alles getan, um zu erwirken, dass die Emigranten, die eine recht zusammengewürfelte Gesellschaft darstellen, Disziplin halten und sich anständig aufführen. Es sind denn auch erstaunlich wenige schlechte Ausnahmen vorgekommen. Auch in ihrer eigenen Reihe arbeiten die schweizerischen Juden daran, ihre Leute zu Pflichtmenschen gegenüber dem Staat zu erziehen. Gerade das Emigrantenproblem hat ihnen auch Gelegenheit gegeben, enge Fühlung zu haben mit den massgebenden jüdischen Kreisen im Ausland, namentlich in Amerika. Sie haben diese Fühlung dazu benützt, die schweizerische Art der Behandlung dieses Problems und die schweizerischen Institutionen überhaupt, sowie ihre Einstellung zum Staat in diesen ausländischen Kreisen vorteilhaft bekanntzumachen. Anlässlich von Besuchen von amerikanischen Persönlichkeiten habe ich mehrfach feststellen können, dass dies sehr gute Wirkungen gehabt hat für unser Land. Unsere Fühlungnahme mit der schweizerischen Judenschaft gibt uns auch ständig Gelegenheit, sie auf die Schattenseiten des jüdischen Mitbewohners aufmerksam zu machen. Auf der andern Seite hat sich mir die Feststellung aufgedrängt, dass der Schweizer Jude noch enger mit unserem Lande verbunden werden könnte, wenn gewisse Vorurteile auf nichtjüdischer Seite überwunden würden und auch da die Bereitschaft zu enger und nützlicher Zusammenarbeit mehr als bisher zu Tage treten würde. Ich arbeite auch an dieser Seite des Problems.

Besteht bei dieser Sachlage ein schweizerisches Interesse, dem deutschen Antisemitismus in irgendeiner Form Eingang in die Schweiz zu gewähren? Ich denke nein. Im Gegenteil haben wir alles Interesse daran, das jüdische Problem so weiterzuverfolgen und zu entwickeln wie bisher. Allerdings hat das Weltjudenproblem, das der Nationalsozialismus in Bewegung gesetzt hat, die Folge, dass sich auch weite schweizerische Kreise mit unseren Juden befassen, die dies früher nicht getan haben. Auch erfordert die deutsche antisemitische Propaganda, die in alle Länder hineingetragen wird, grössere Aufmerksamkeit dem Problem gegenüber als früher. Und zwar auf Seite unseres Volkes, ganz besonders aber auch auf Seite unserer Juden. Diese haben die Situation voll erfasst und arbeiten positiv mit. Sie müssen jedoch wissen, dass wir das Problem auf schweizerische Art weiterverfolgen und dass fremden Ideologien auch auf diesem Gebiete kein Eingang gewährt wird. Wie schon angedeutet, besteht zudem ein aussenpolitisches Interesse daran, auf dieser Linie zu bleiben. Wir haben ein sehr grosses Interesse daran, die Sympathien der sogenannten demokratischen Länder, namentlich Amerikas, zu erhalten und zu fördern. Wir können ihre moralische und sehr wahrscheinlich auch wirtschaftliche, sogar politi-

sche Unterstützung eines Tages bitter nötig haben. Dies setzt aber voraus, dass wir nicht nur unsere staatliche Selbständigkeit und Eigenart erhalten, sondern dass wir auch das Judenproblem so weiterbehandeln wie bisher. An dem Tage, an dem wir etwa die Gleichbehandlung des jüdischen Mitbürgers mit den andern Schweizern aufgeben würden, hätten wir diese Sympathien und alles was damit zusammenhängt verloren.

Sie werden mein Erstaunen über die «Richtlinien», die Sie in Ihrem «Plan de causerie d'éducation nationale No 3» für die Behandlung des Judenproblems aufgestellt haben, nun verstehen. Diese können gar nicht anders verstanden werden, als dass die heutige Ordnung der Gleichstellung der schweizerischen Juden mit den Schweizern nichtjüdischen Glaubens oder nichtjüdischer Rasse (Art. 4 der Bundesverfassung) unzweckmässig sei. Sie machen zudem keinen Unterschied zwischen schweizerischen und ausländischen Juden, obgleich Dr. Brüsweiler in seiner zitierten Broschüre hervorhebt, dass von den 18 000 Juden, die die Volkszählung von 1930 ergeben hat, 10 000, also 55 Prozent, Schweizer sind. Sie behaupten gegenteils ganz allgemein die Unassimilierbarkeit des Juden und fügen bei, dass seit zwei Jahrtausenden der Jude sich nirgends habe festsetzen oder sich in ein Volksganzes habe einfügen können. Zum Schluss heben sie das besondere Statut hervor, dem früher einige Kantone die Juden unterstellt hatten, unterlassen es aber, von der durch die Bundesverfassung seither festgelegten Gleichstellung der Juden zu sprechen.

Die Ausführungen in Ihrem gestrigen Schreiben können mich nicht überzeugen davon, dass die «Richtlinien» nicht tendenziös wirken müssen. Sie können den unbefangenen Leser und Offizier, der seinen Soldaten einen Vortrag über dies Problem halten will, nur dahin instruieren, dass das Armeekommando der Auffassung sei, die heutige Regelung der Judenfrage in der Schweiz sei unbefriedigend und müsse, was unter den heutigen Umständen ja gar nicht anders verstanden werden kann, der nationalsozialistischen angeglichen werden. Verzeihen Sie die Deutlichkeit dieser Feststellung. Wir müssen aber heute in allen wichtigen politischen Problemen vor allem klar sehen. Eine Verwischung muss gefährlich werden. Vielleicht waren Ihre «Richtlinien» nicht so gemeint, aber sie müssen so verstanden werden.

Dass das falsch ist, hoffe ich in meinen obigen Ausführungen dargetan zu haben. Ich möchte Ihnen jedoch noch etwas anderes zu überlegen geben: Wir haben zahlreiche jüdische Soldaten und Offiziere in unserer Armee. Den letzteren, die Ihre «Richtlinien» erhalten, werfen diese ins Gesicht, sie seien unassimilierbar. Wie reimt sich das zusammen mit dem Umstand, dass unter den auf Jahresende Beförderten sich auch jüdische Offiziere befinden, die sich offenbar über den Durchschnitt bewährt haben? Dabei ist doch neben der Volksschule gerade die Armee, bei der Rekrutenschule angefangen, die Institution, die am hervorragendsten zur Assimilation beiträgt. Der Dienst in der Armee ist zudem ein Ehrendienst, der demjenigen, der das Ehrenkleid trägt und darin seine volle Pflicht tut, den Anspruch darauf gibt, als vollwertiger Schweizer zu gelten. Ich würde mich schämen, wenn die Schweiz je dazu kommen sollte, einen Teil solcher Männer als Staatsbürger zweiter Ordnung oder sonstwie zu diskriminieren, bloss weil sie jüdischen Glaubens oder jüdischer Rasse sind.

Ich will Ihnen nicht verhehlen, dass ich auf Ihre «Richtlinien» aufmerksam gemacht worden bin durch den Präsidenten des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebundes, Herrn Saly Mayer in St. Gallen. Ich hatte vergangene Woche mit ihm Besprechungen über die Emigrantenfrage und über das ganze jüdische Problem. Er beabsichtigte anlässlich der am vergangenen Sonntag stattgefundenen Ver-

sammlung des Zentralkomitees des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebundes eine Resolution vorzuschlagen, die Stellung nehmen sollte gegen die Kritiken der Basler Nationalzeitung über die von uns veranlasste Einweisung von Emigranten in Arbeitslager⁶. Herr Mayer ist, in Übereinstimmung mit seinen Kollegen im Zentralkomitee, durchaus einverstanden mit unserer Praxis den Emigranten gegenüber. Er kam am Montag zu mir, legte mir Ihre «Richtlinien» vor und bemerkte dazu, diese hätten seine Kollegen und ihm «den Atem verschlagen», er werde eine Audienz beim Vorsteher des Eidgenössischen Militärdepartements nachsuchen. Da ich der wohl selbstverständlichen Auffassung bin, der Schweizer Jude solle sich seiner Haut wehren dürfen wie der Nichtjude, versuchte ich nicht, ihn von diesem Schritt abzuhalten und ermächtigte ihn, Herrn Bundesrat Kobelt zu sagen, er könne sich über die Haltung der Schweizer Juden bei mir erkundigen.

Ich hoffe, Sie davon überzeugt zu haben, dass Ihre «Richtlinien» einer Richtigstellung bedürfen und wäre Ihnen im wohlverstandenen Interesse unseres Landes dankbar, wenn Sie dies veranlassen wollten.

Zum Schluss nur noch eine Bemerkung. Ich möchte nicht falsch verstanden werden. Ich habe die Gefahren einer Verjudung der Schweiz schon vor zwanzig Jahren erkannt und werde selbstverständlich auch weiterhin alles tun, was in der Macht der Fremdenpolizei liegt, um dagegen anzukämpfen. Vor allem müssen die Emigranten unser Land verlassen, sobald sich ihnen Möglichkeiten dazu zeigen. Wir bereiten selbst solche vor. Wir schützen das Interesse unseres Landes auch in diesem Punkt mit unerbittlicher Konsequenz. Auf der andern Seite müssen und dürfen wir aber dem jüdischen Schweizer das volle Vertrauen entgegenbringen wie dem nichtjüdischen und können noch nicht völlige Assimilation auch nur auf diesem Wege vervollständigen. Dadurch ermöglichen wir den leitenden vollkommen schweizerisch empfindenden Persönlichkeiten der schweizerischen Judenschaft die Aufgabe, die sie sich selbst gestellt haben und die in der gleichen Richtung geht. Ich geniere mich übrigens nicht, soweit nötig auch meinerseits diesen Mitbürgern mit rücksichtsloser Offenheit den Weg zu weisen, den sie im Interesse unseres Landes und Volkes gehen müssen. Sobald einmal die Zeit dazu gekommen sein wird, muss das Problem in der Öffentlichkeit behandelt werden, wo auch die Kritik an der schweizerischen Judenschaft einsetzen muss und darf, was leider heute mit Rücksicht auf internationale Auswirkungen nicht möglich ist. Die Behandlung dieses Problems gehört jedoch meiner Meinung nach nicht in die Armee.

Mit vorzüglicher Hochachtung
(sig.) Rothmund

Durchschläge an Herrn Bundesrat Kobelt, Vorsteher des Eidg. Militärdepartements;
den Herrn General;
den Herren Generaladjutanten.

6 Le 17 janvier 1941, la *Nationalzeitung* publiait sous le titre «Die Schweiz und die Emigranten» un article très sévère et d'une haute tenue dénonçant l'absence de solidarité internationale vis-à-vis des réfugiés d'Allemagne et critiquant la décision imminente de la Police fédérale des étrangers d'interner dans des camps de travail tous les émigrants de 17 à 50 ans acceptés temporairement en Suisse.